

REPUBLICHE POPULAIRE DU CONGO

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA
SECURITE SOCIALE ET DE LA
JUSTICE

DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DU PERSON-
NEL CIVIL DE L'ETAT

07/264 du 5/6/87,
DECRET N° /ITS/DT/DCFCE
portant reclassement et nomination de
~~Mme~~ MAMOUNGOU TERRAINT A née LOCKO-
BAZONGU LA (Christine) Attachée des
Affaires Etrangères de 4^e échelon à ses
cadres de la catégorie A hiérarchie II du
Personnel Diplomatique et Consulaire.

ME PHILIPPE GUYOMARD

VISAS :

Vu la constitution du 3 Juillet 1979 ;

Vu la loi 076/79 du 7 Decembre 1981, portant ratification de l'ordonnance 019/81 du 3 Août 1981, portant modification de certaines dispositions de la constitution du 3 Juillet 1979 ;

Vu la loi 15/62 du 5 Février 1962, portant statut Général des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté 2087/F du 21 Juin 1958, fixant le règlement sur le solde des fonctionnaires ;

Vu le décret 02/1301/F du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret 62/195/F du 5 Juillet 1962, fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret 62/197/F du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi 15/62 du 5 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret 62/196/F du 5 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret 614/143/F du 27.7.61, fixant le statut commun des cadres du Personnel Diplomatique et Consulaire ;

Vu le décret 67/50/F du 24 Février 1967, réglementant la prise d'effet du point de vue du la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret 74/470 du 31 Décembre 1974, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret 62/196/F du 5 Juillet 62 fixant les échellements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret 80/630 du 27 Décembre 1980, portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret 64/856 du 6 Août 1984, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret 85/260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'appréciation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret 86/877 du 16 Juillet 1986, sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le décret 86/1172 du 10 Décembre 1986, portant nomination des Représentants du Gouvernement ;

Vu le décret 86/1173 du 10 Décembre 1986, portant organisation des intérieurs des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté 6830/EMPPS-DGFP-DGPCD du 18.8.1986 autorisant ~~Mme~~ MAMOUNGOU TERRAINT A née BANZONGUE LA (Marie-Christine), Attachée des Affaires Etrangères de 3^e échelon à suivre un stage de formation en Relations Internationales en France (régularisation) ;

(Vu l'arrêté n°94/2/MI/AF/000, du 10/12/86, portant promotion au titre de l'indice 105 à l'échelon fonctionnaire des cadres des catégories A2 et B du Personnel Diplomatique et Consulaire en tête Madame MANGOUGU TERMINIKA née MANGOUGU (Marie-Christine);

(Vu la lettre n°557/EP/1/1/MI, du 2.2.87 du Secrétariat Général au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération transmettant le dossier de l'intéressée; ;

AMPLIATION

ARTICLE 1er : En application des décrets n°61/144/FP et n°61/145/FP du 27/7/81 susvisé, Madame MANGOUGU TERMINIKA devient fonctionnaire des Affaires Etrangères de 4^e échelon d'indice 100 des cadres de la catégorie A hiérarchie II du Personnel Diplomatique et Consulaire en service au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération à Brazzaville, titulaire de Diplôme d'Etudes supérieures de l'Institut d'Etude des relations Internationales délivré le 10/12/86. Madame (France) est reclassée à la catégorie A hiérarchie I et nommée fonctionnaire des Affaires Etrangères de 2^e échelon indice 097. Acc = Néant./-

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'arrêté n°64/077 du 18/7/86 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet immédiat jusqu'à nouvel ordre ;

ARTICLE 3 : Le présent décret qui prendra effet à compter de la date de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage, sera affiché, publié au JOROC et communiqué partout à ses inscrits. /-

Brazzaville, le 5/6/87

Par Le Premier ministre

Le Ministre du Travail, de la Sécurité Sociale et de la Justice
Garde des Sceaux

Maintenue

Commandant Dieudonné KIRSEBAM

Alice MANGOUGU

AMPLIATIONS :

JOROC	1
DGFI/DGICE	3
DGFI/DST	2
DGB	3
DCF	2
MAE	2
DOSSIER	5
INTERESSEL	1
SGG/BC	2